

le pouvoir aux travailleurs

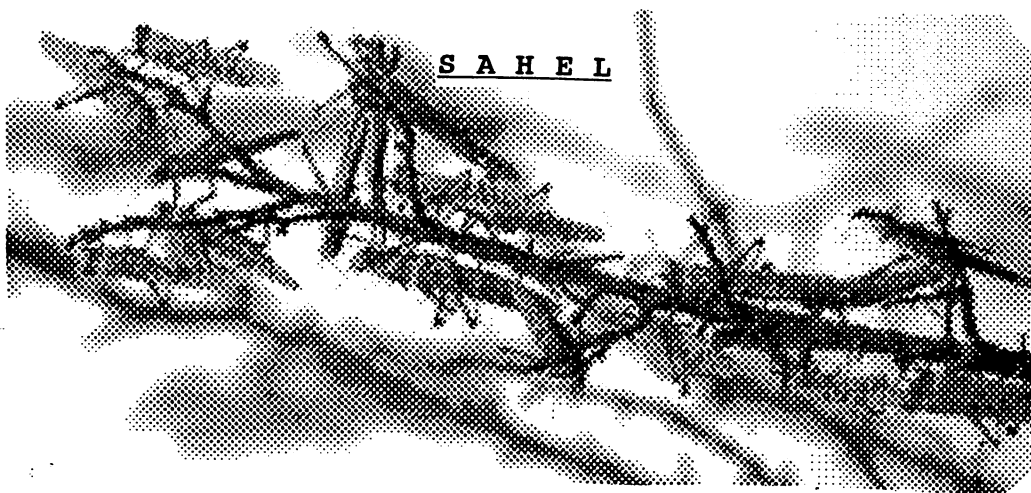
mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 12 OCTBRE 2004 N° 312

PRIX 0,60 Euros



LUTTE CONTRE L'INVASION

DE CRIQUETS PELERINS

BEAUCOUP DE DISCOURS

MAIS PEU DE REALISATIONS

SOMMAIRE AU VERSO

S O M M A I R E

Page 2
Editorial

é d i t o r i a l

Page 4
Sénégal: augmentation
pour les ministres
mais rien pour les
petits employés

S A H E L

**LUTTE CONTRE L'INVASION DE CRIQUETS
PÈLERINS : BEAUCOUP DE DISCOURS
MAIS PEU DE RÉALISATIONS**

Page 5
Tchad : Les popula-
tions du Darfour
terrorisées par les
Djanjawids

Selon certains observateurs les criquets pèlerins ont déjà dévasté une grande quantité de culture dans le sahel. Dans certaines régions du Mali plus de 40% des récoltes sont déjà considérées comme perdues. Des villageois désespérés commencent déjà à prendre le chemin de l'exode vers la capitale Bamako. On n'est malheureusement pas encore arrivé au bout du tunnel puisqu'une nouvelle vague de proliférations est annoncée pour ce mois d'octobre. Les pontes effectuées lors de la première vague au cours de l'hivernage vont éclore et continuer à dévaster de vastes zones. Une des conséquences prévisibles de cette invasion de criquets c'est le risque de famine sur l'ensemble de la zone sahélienne et une probable prolifération de ces bestiaux pour les années suivantes.

Page 6
Côte d'Ivoire :
- Les travailleurs
n'ont aucun intérêt à
la reprise des
hostilités
-"Jeunes Patriotes"
et ... de retour
(page 8)

Page 10
Il y a 50 ans, la
guerre d'Algérie

ABONNEMENT
FRANCE:

1 an : 14 euros
Le paiement se fait
uniquement en liquide
ou en timbres-poste
courants.

ETRANGER :

Même tarif mais
uniquement en
coupons-réponses
internationaux.

ADRESSE :

Le PAT B.P. 42
92114 CLICHY Cedex

Ce fléau n'est pas tombé du ciel comme un coup de tonnerre qu'on ne pouvait prévoir. Il avait été annoncé depuis le mois d'octobre 2003 par les observateurs de la FAO qui avaient déjà sonné l'alarme en étudiant l'éclosion des oeufs anormalement élevée dans les zones de reproduction des criquets en Mauritanie, au Maroc et en Algérie. C'est à partir de ces zones que les premiers essaims ont pris naissance pour se diriger par la suite vers les régions sahéliennes où ils feront le plus de dégâts. Si à ce moment-là un minimum d'effort avait été fait pour traiter ces insectes avant leur prolifération, il aurait été possible d'éviter le fléau qui s'en est suivi. Aujourd'hui il est presque trop tard car la surface à traiter recouvre plusieurs dizaines de millions d'hectares. Ce qui n'empêche pas nos chefs d'Etats de fanfaronner sur leur prétendue "mobilisation générale". Ainsi Wade, le président sénégalais annonçait avec fracas au mois de juillet 2004 qu'il renonçait à ses vacances du mois d'août pour faire

face au péril acridien. Et sous prétexte que toute la population devrait participer à cette mobilisation, il a été demandé à chaque village de collecter de l'argent à transmettre aux préfets pour l'achat de carburant devant servir aux véhicules d'épandage de pesticides. Ce fut un prétexte de plus pour racketter les petites gens.

Au Mali aussi le président a fait semblant de faire quelque chose avec le peu de matériel à sa disposition. Mais le plus grave c'est qu'il a utilisé des pesticides périmés depuis bien longtemps. C'est une fois que les bêtes ayant brouté les herbes contaminées commencent à tomber malade que le gouvernement a arrêté l'épandage de ces poisons. Quelle quantité a déjà été déversée? Quelles conséquences à plus ou moins long terme ces épandages auront sur la population? On peut déjà dire que cela va faire des victimes; d'autant plus que les pesticides périmés étaient déjà connus comme très toxiques et auraient dû être détruits depuis bien longtemps.

La lutte contre l'invasion des criquets ne peut pas se mener pays par pays. Il faut au moins que

l'ensemble des pays sahéliens et même au-delà (puisque le Maroc et l'Algérie font partie de la zone de reproduction) s'associent pour coordonner leurs actions. Un organisme commun entre plusieurs pays existe déjà mais c'est une coquille vide qui ne sert tout au plus qu'à caser quelques proches ou amis. C'est ainsi que lorsque des scientifiques avaient sonné l'alarme presque une année à l'avance rien n'avait été fait concrètement pour préparer une action commune. Même le peu d'argent collecté en vue de la lutte contre les criquets avait été englouti.

Alors quand aujourd'hui nos dirigeants parlent de "mobilisation", il s'agit plus de faire du vent et de faire appel à l'aide internationale. Ce sera probablement une occasion de plus de détourner l'argent et les aides destinés aux victimes. On se souvient des "villas de la sécheresse" au Mali du temps du dictateur Moussa Traoré. Des ministres et des hauts fonctionnaires s'étaient enrichis en détournant l'argent des aides pour la lutte contre la sécheresse et la famine. Demain verra-t-on pousser de nouvelles villas de la lutte contre les criquets?

BRAS DE FER ENTRE CAMIONNEURS SÉNÉGALAIS ET MAURITANIENS : UN CONFLIT QUI PEUT DÉGÉNÉRER

Depuis le 4 octobre la route reliant le Sénégal à la Mauritanie est complètement bloquée au niveau de la ville frontalière Rosso. Plus aucun camion ne peut traverser, ni dans un sens ni dans l'autre le fleuve Sénégal par le bac reliant les deux rives. La raison de ce blocage (selon les journaux sénégalais) serait la décision unilatérale des autorités mauritaniennes d'augmenter les taxes sur les véhicules transportant de la marchandise vers la Mauritanie. De leur côté les transporteurs

sénégalais empêchent les camions en provenance de la Mauritanie d'aller au Sénégal. On parle pour le moment de "bras de fer" entre transporteurs mauritaniens et sénégalais et "d'embouteillage monstre" dans cette zone frontalière.

De toute évidence les autorités, de part et d'autre, ne sont pas pressées de mettre fin à ce bras de fer qui peut se transformer à tout moment en conflit plus violent dont les conséquences risquent de déborder largement les seuls transporteurs. Dans le passé,

on se souvient que de petits incidents locaux de ce genre avaient fini par devenir de véritables conflits militaires entre les deux pays. C'est ainsi qu'en 1989 un conflit entre bergers et agriculteurs dans la zone située entre Matam et Bakel s'était transformé en guerre entre les deux pays. Il y a eu plusieurs morts. Des ressortissants mauritaniens vivant à Dakar avaient été victimes de la répression et de pillage; de même que les ressortissants sénégalais

vivant en Mauritanie. Cette guerre avait laissé des traces profondes d'autant plus que de part et d'autre les autorités de chaque pays n'avaient pas hésité à souffler sur la braise en propageant des discours nationalistes teintés de racisme.

Aujourd'hui on n'en est pas encore là. Mais c'est sûr que nos dirigeants sont capables d'entraîner les populations vers la haine de l'autre pour détourner leur colère sur des boucs émissaires.

SÉNÉGAL

UNE AUGMENTATION POUR LES MINISTRES MAIS RIEN POUR LES PETITS EMPLOYÉS

Le président sénégalais aime beaucoup parler de sa "stratégie de lutte contre la pauvreté". Mais lorsque les syndicats des travailleurs de l'Etat demandent des augmentations des salaires bloqués depuis longtemps alors que tous les prix des denrées et des services augmentent, la seule réponse du gouvernement est que l'Etat n'a pas

les moyens. Ce qui n'a pas empêché Wade d'augmenter substantiellement le salaire de ses ministres. Leur rémunération mensuelle officielle est parait-il passée de 350.000 à 2 millions de F Cfa sans compter tous les à-côtés. Pour ces "pauvres" ministres il a trouvé de l'argent mais pas pour les petits employés de l'Etat.

T C H A D

L'INSÉCURITÉ A BON DOS POUR RACKETTER LES POPULATIONS

Sous prétexte de lutter contre l'insécurité, les autorités tchadiennes ont lancé vers la fin septembre, une vaste opération de ratissage dans la capitale Ndjaména. Selon un communiqué gouvernemental, "cette opération a permis la récupération de plusieurs armes de guerre, de munitions, d'armes de poing et de matériels de communication". Par "matériels de communication", il entend ordinateurs, téléphones portables...

Oui, c'est devenu un rituel. De temps en temps on lance ce genre d'opérations non pas pour s'attaquer à l'insécurité, mais plutôt pour spolier les populations. On sait qu'au cours de leurs prétendues fouilles, les policiers et autres combattants munis de kalachnikov font main basse sur tout ce qui, à leurs yeux, a de la valeur : de l'argent bien sûr, mais aussi radio, télé, montre-bracelet, bijoux, pagnes, etc.

Ce genre de rackets planifiés ne se passent pas seulement à Ndjaména mais aussi dans d'autres villes du Tchad, sous d'autres prétextes. Récemment, dans le Sud, un responsable militaire a décrété que le chef du village lui verse un million de francs CFA de dommages. La raison : l'âne d'un voyageur qui a dormi dans ce village avant de passer son chemin est décédé au cours de la nuit. Pour ce galonné, c'est la faute aux villageois qui doivent payer une amende.

Le chef du village a refusé de faire la collecte auprès de paysans. Il trouve cette réparation excessive car un âne en bonne santé ne coûte que 12 000 francs CFA tout au plus.

Aussi est-il menacé de mort. Il a fallu la vive réaction des paysans que cette injustice a révoltés pour faire capoter le dessein de ce militaire qui espère ainsi se remplir les poches à bon compte.

Ce sont les dirigeants eux-mêmes qui sont responsables de l'insécurité dans le pays. Ils lancent des opérations pour s'enrichir mais aussi, au passage, arrêter ou éliminer des opposants politiques. Comme l'exemple vient d'en haut, les combattants avec leur kalachnikov, braquent les gens dans les quartiers, la nuit mais parfois en plein jour, pour leur faire les poches. Ils savent qu'ils ne seront pas inquiétés.

T C H A D

TERRORISÉES PAR LES MILICES SOUDANAISES LES POPULATIONS CONTINUENT DE FUIR VERS LES CAMPS DE RÉFUGIÉS

Les dix camps de réfugiés tchadiens installés le long de la frontière est du Darfour, déjà surpeuplés, risquent d'être envahis de nouveau. Des milliers de personnes venues du Darfour attendent à la frontière, et demandent d'être admis dans des camps. Ces camps abritent déjà 200 000 personnes qui ont échappé aux massacres, aux pillages et aux viols commis par les Djanjawids, milices à la solde du gouvernement soudanais. Jusqu'à présent, ces exactions continuent.

Selon un responsable du HCR, 100 000 personnes supplémentaires vont fuir cette région du Darfour pour trouver refuge au Tchad. Or les organisations humanitaires de ces camps font face à une pénurie chronique d'eau potable, de tentes et de la nourriture. Selon eux, la situation frise la catastrophe. Alors s'il faut en accueillir

encore, ce sera l'hécatombe.

Les grandes puissances, en particulier les USA, font semblant de menacer les autorités de Khartoum pour arrêter les massacres dans le Darfour. Mais elles font la sourde oreille. Comme ces grandes puissances convoitent le pétrole du sous sol soudanais, elles hésitent à sanctionner le régime dictatorial de Khartoum.

Si rien n'est entrepris le plus rapidement possible pour renforcer l'aide aux réfugiés et prévoir l'afflût d'autres, on risque de voir mourir des dizaines de milliers de réfugiés. Les puissances capitalistes développées disposent amplement des moyens capables d'améliorer le sort des réfugiés mais elles traînent les pieds ou font des gestes symboliques. Car aider ces pauvres sans abris ne rapporte pas de profit.

CÔTE D'IVOIRE

**LES TRAVAILLEURS
N'ONT AUCUN INTÉRÊT
A LA REPRISE DES HOSTILITÉS**

La crise ivoirienne risque de connaître des rebondissements dans les jours à venir. On se rappelle que pendant le sommet d'Accra III sur la guerre en Côte d'Ivoire, des décisions ont été prises. Parmi elles, les différents partis se sont engagés à peser de leur poids, afin que le code électoral qui écarte Ouattara de la possibilité de se présenter à l'élection présidentielle soit révisé. Un vote dans ce sens devait avoir lieu au parlement avant le 30 septembre. Un calendrier de désarmement avait été aussi dressé. Selon ce calendrier, les opérations de désarmement doivent débiter le 15 octobre.

Aujourd'hui, deux mois après Accra III, la situation est telle que le désarmement n'est pas prêt d'avoir lieu à cette date. Les députés du FPI le parti de Gbagbo, majoritaires au parlement, se sont opposés à toute modification des lois électorales. Enfin de compte, une fois les antagonistes de la crise de retour, chacun est resté tablé sur sa position pour les calculs mesquins en vue des élections de 2005. Du côté gouvernemental, comme le temps a permis à Gbagbo de bien s'armer, on bat campagne pour que la date du 15 octobre soit respectée. Les responsables des partisans du président, les "patriotes", vont jusqu'à dire que de gré ou de force les rebelles seront désarmés. Gbagbo lui-même de son côté, ne hausse-t-il pas ouvertement le ton en ces termes "au début de la guerre j'étais en position de faiblesse. J'ai appelé la communauté internationale à ma rescousse. Aujourd'hui je suis bien armé, mais les accords signés sont là et il faut que je les respecte". Seulement, on ne sait pas jusqu'à quand son clan va respecter ces

accords avant de passer à l'offensive à laquelle il dit être prêt. De l'autre côté les adversaires en face n'entendent pas les choses de même manière. Les "Forces nouvelles" (ex-rebelles) ameutent aussi la population sous leur contrôle. La semaine dernière, ils ont organisé à Bouaké, une marche de protestation contre le désarmement forcé sans les réformes politiques. Ils ont saccagé le siège des "forces impartiales" (ONU) et fait même des blessés parmi les soldats.

Quant aux partis d'opposition appelés "G7", qui regroupe le PDCI, le RDR, L'UDPCI et leurs satellites, ils sont tous obnubilés par le pouvoir à conquérir ou reconquérir en 2005. Ils ne proposent aucune politique claire pouvant aider la population à se réconcilier avec elle-même et prendre le chemin de la paix. Bédié a déjà commencé une sorte de pré-campagne électorale. Les députés de son parti le PDCI ne sont pas prêts à s'affronter à ceux du FPI au parlement pour les réformes électorales attendues par le clan de Ouattara (son parti le RDR n'a pas d'élus au parlement). Malgré l'unité de façade des dirigeants, leurs clans respectifs se mènent la lutte ne serait-ce que par l'intermédiaire des journaux qu'ils détiennent.

Est-ce que cette nouvelle surenchère de part et d'autre va conduire à une nouvelle reprise des hostilités? On ne saurait le dire, mais si c'était le cas ce sont les classes pauvres qui en feraient les frais.

Et c'est pourquoi, si le peuple, les travailleurs veulent bien que les choses finissent un

jour, ils ne doivent pas se laisser diviser entre eux. Tous ces dirigeants politiques et leurs clans respectifs ont exercé ou exercent de hautes fonctions au pouvoir. Sous leur autorité les exploiters capitalistes ont soutiré ou soutirent le maximum qu'ils peuvent sur le dos des travailleurs. Aucun des partis politiques et des hommes

qui dirigent ne représentent les intérêts du monde du travail. Un tel parti est nécessaire et reste à construire. Il faut souhaiter que parmi les travailleurs qui ont marre de cette situation, les plus conscients, ceux qui ont à coeur les intérêts généraux de tous les travailleurs s'attellent à la construction d'un tel parti.

COTE D'IVOIRE

LE LAISSER FAIRE DE L'ETAT FACE AUX RACKETS ET TRACASSERIES DES FORCES DE L'ORDRE

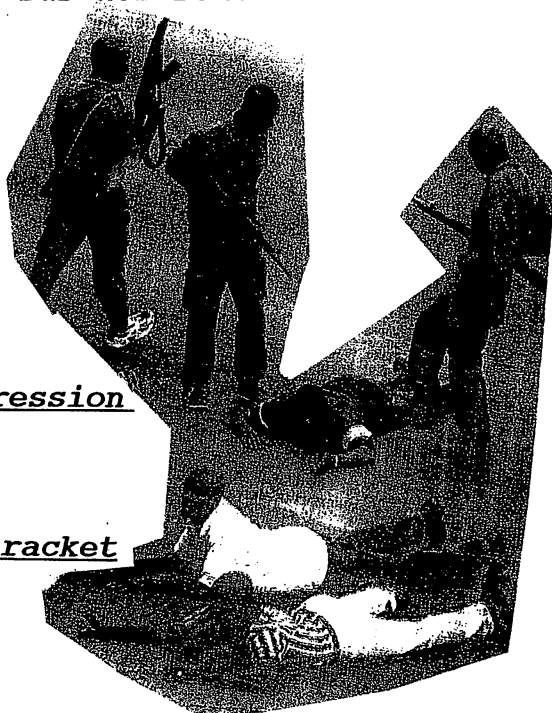
Les rackets, les tracasseries, les brimades et autres comportements dignes des brigands sont monnaie courante sur nos routes.

là, pièce ou pas, ils doivent payer des sommes allant de 5000 à 10000Fr. Mais ces rackets routiers ne suffisent pas à ces voraces. Ils n'hésitent pas à faire des descentes musclées dans des quartiers précaires comme à "Cocody gobelet" la tout récemment où ils ont fait passer une mauvaise matinée aux habitants en les tabassant, pillant volant tout sur leur passage.

Scène

de répression

et de racket



Aujourd'hui, les routes et ruelles des villes sont barricadées par les forces de l'ordre et à chacun de ces nombreux barrages, les transporteurs sont obligés de déboursier 500 Fcfa avant de passer. Les passagers sont à leur tour rançonnés et gare à ceux qui n'ont pas leurs pièces administratives en règle. Leurs vraies victimes sont les travailleurs ressortissants des pays de la sous-région. Pour ceux-

Quant aux points de contrôles sur les axes routiers de l'intérieur du pays, c'est de l'anarchie et de l'arnaque. Voici par exemple un cas édifiant raconté dans Fraternité Matin du 8 septembre 2004 : " Une enquête menée par les autorités du port de San Pédro a donné des résultats effrayants. Sur le seul tronçon Guiglo-San Pédro on dénombre 46 barrages. Et la forte concentration se trouve sur les 135 km séparant la ville portuaire et la localité de Yabayo. Près de 25 barrages dressés principalement par les gendarmes. A ces points de contrôles qui se doublent les jours de marché dans les villages, les camionnettes payent 5 à 10 mille francs de "droit de passage" à chaque corps de sécurité. Quand elles transportent du cacao, cette taxe passe du simple au double, voire au triple. Ceux qui viennent de Guiglo payent en moyenne 800 mille francs pour transporter

chaque chargement de cacao vers le port de San Pédro. Comme si les routes ne leur suffisaient pas, les forces de l'ordre possèdent de nombreux barrages dans la ville de San Pédro. Il y en a une trentaine dont la moitié se trouve sur la ligne droite menant au port. Le racket est tel que les coopératives de Soubré ont inscrit dans leur compte d'exploitation une rubrique intitulée dons et pourboire aux forces de l'ordre qui tournent entre 20 et 25 millions par mois, ce qui leur fait annuellement près de 600

millions à donner comme dons et pourboire aux fameux "forces de racket".

Mais ce que ce journal n'a pas dit c'est que, en fin de compte dans cette histoire, ce sont les pauvres paysans qui payent les pots cassés. En effet, pour venir à bout des sommes extorquées sur les routes, les acheteurs de produits répercutent ces "pourboires", sur le prix du kg de cacao. Ainsi, au lieu du prix de référence qui est fixé 300Fcfa le kg, ils vont jusqu'à payer aux paysans 150Fcfa.

CÔTE D'IVOIRE

"JEUNES PATRIOTES" ET "ESCADRON DE LA MORT" FONT LEUR RETOUR

Après la rencontre d'Acra III, il était question de vote d'un certain nombre de lois qui devrait précéder le désarmement. Les députés du parti au pouvoir ont tout fait pour créer un blocus. Et aujourd'hui, pour ne pas rendre compte, Gbagbo a lâché dans la rue "ses jeunes patriotes" pour créer une situation d'insécurité. Comme il le dit lui-même, cette manière de faire lui a permis à plusieurs reprises d'avoir le temps de s'armer et faire changer le rapport de forces en sa faveur. Ainsi, depuis qu'on s'approche de la date du désarmement qui est fixée au 15 octobre, ses "jeunes patriotes" ne cessent de multiplier les manifestations.

Ainsi, par exemple l'attaque du convoi des "forces Licornes" dans la région de Sikensi ou le siège devant le 43^{ème} Bima sont bien le signal de leur retour en force. Cela annonce aussi des nouvelles vagues de violence dans les prochains jours.

Mais le pire à craindre c'est qu'en plus de ces manifestations violentes, il y a aussi ce fameux "escadron de la mort" qui se signale par les enlèvements accompagnés d'assassinat pour terroriser la population. Il vient d'ajouter à sa funèbre liste, un autre crime sur le jardinier-vigile du président du RDR qui a été passé à tabac avant d'être jeté dans la lagune.

DÉMONÉTISATION : CE SONT LES PAUVRES QUI PAIENT!

Depuis le 15 septembre, la BCEAO a décidé de retirer du marché tous les billets antérieurs à 1992. Parmi ces billets, un certain nombre dont les numéros ont été publiés, ont une valeur nulle. Ils sont repris à leur propriétaire sans rien

en retour. Cette opération est présentée comme un moyen de lutte contre les différents vols qui ont eu lieu dans les agences BCEAO en zone sous contrôle des "forces nouvelles" mais aussi à Abidjan. Mais les victimes de cette opération

ne sont pas les voleurs des agences de la BCEAO. Au contraire. Les premières victimes, ce sont les petites gens, les petits commerçants car la première attaque de la BCEAO remonte à près d'un an et l'argent volé a eu largement le temps de circuler parmi la population. Aujourd'hui des sociétés comme la CIE, la SODECI, la SOTRA refusent ces billets, bien que la validité de ces billets soit fixée au 31 décembre prochain.

Le processus d'échange au sein des banques est quant à lui, un véritable parcours de combattant. Plusieurs banques et leurs succursales à l'intérieur du pays

refusent les transactions. Ce qui oblige tout le monde à s'orienter vers la BCEAO. Mais là aussi, certains agents véreux en profitent pour se livrer à un trafic. Ils emploient des jeunes coursiers postés devant les banques et vous prélèvent jusqu'à 10 % de la somme échangée.

Les braquages de la BCEAO sont la conséquence de la situation de guerre que nous vivons. Mais cette guerre elle-même n'est autre chose que la conséquence de la mauvaise politique des différents gouvernants, basée sur la xénophobie, l'ethnisme, l'exclusion, etc. La population n'a donc pas à faire les frais de leurs bêtises.

IMMIGRATION

DES DIZAINES DE CLANDESTINS SONT MORTS NOYÉS DANS LA MER

Au début du mois d'octobre un accident mortel a eu lieu au large de la côte tunisienne. En ayant payé chacun mille à mille cinq cents Euros à des passeurs soixante quinze clandestins ont tenté de traverser la Méditerranée sur un bateau vétuste en bois. A peine éloigné d'une centaine de km le bateau s'est cassé en deux sous l'effet de la surcharge. Il y a eu vingt deux morts et quarante deux disparus selon les médias.

La situation est en train de s'aggraver pour les clandestins se trouvant dans les pays du Maghreb qui essayent de traverser la Méditerranée vers l'Italie. Les contrôles sont devenus plus fréquents et plus serrés. D'autant plus que le 26 septembre dernier le gouvernement italien a signé un accord important avec la Libye pour lutter contre l'immigration clandestine. L'Italie est en train d'envoyer vers la Libye 150 policiers, des avions, des véhicules tout terrain, un hélicoptère et des navires de patrouille. Cet accord

prévoit aussi, dès le début de ce mois l'entraînement des troupes italo-libyennes réunies. Elles sont



Expulsion d'immigrés "clandestins" d'Italie en octobre

en train d'installer un contingent de policiers pour contrôler la côte libyenne. Depuis la signature de cet accord l'Italie a procédé à des expulsions massives de clandestins vers la Libye. Plus d'un millier ont été renvoyés vers ce pays.

Il est sûr que cette nouvelle situation va rendre les conditions des clandestins encore plus dures. Les dangers vont augmenter. Les clandestins seront poussés à prendre plus de risque et à payer plus cher.

A l'occasion d'une réunion des responsables gouvernementaux européens celui de la France a déclaré qu'il n'est pas pour la construction de camps de rétention dans les pays du Maghreb. Evidemment cela ne lui coûte pas grand chose de

paraître démocrate et soucieux du sort des clandestins. Justement le gouvernement français ne fait vraiment pas grand chose pour régler la situation des centaines de milliers d'immigrés qui se trouvent sans papier. Le gouvernement français expulse régulièrement des clandestins depuis des années.

Devant une telle situation il n'y a pas d'autre solution que de protester et réclamer tous ensemble la régularisation de tous les sans papiers.

IL Y A 50 ANS DÉBUTAIT LA GUERRE D'ALGÉRIE

Dans la nuit du 31 octobre au 1er novembre 1954, une trentaine d'attentats éclataient simultanément sur l'ensemble du territoire algérien. Les hommes qui sont à l'origine de la lutte armée contre le colonialisme français sont une poignée. Ces "chefs historiques" sont membres du CRUA (Comité révolutionnaire pour l'unité et l'action), formation issue du MTLD (Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques). C'est le CRUA qui le 1er novembre 1954 va donner naissance au FLN. Derrière ce petit groupe composé de neuf personnes qui ont décidé de s'engager dans la lutte, il n'y a que quelques centaines d'hommes. Ce petit groupe va jouer un rôle décisif car la situation est mûre pour la révolte en Algérie.

Depuis plus d'un siècle que le pays est colonisé les meilleures terres sont accaparées par une minorité de colons européens. L'essentiel de la production est exportée vers la France et l'Europe. Le blé et les cultures vivrières ont cédé la place à la vigne alors que les musulmans ne boivent pas de vin.

La misère du peuple algérien, l'esclavage colonial, l'exploitation et l'humiliation, constituent

l'origine de l'insurrection. Déjà au sortir de la 2ème guerre mondiale en mai 1945, une vague de manifestations pour la libération de Messali Hadj leader nationaliste et pour l'indépendance, avait éclaté dans la ville de Sétif. En quelques jours l'armée française a massacré 30 à 40 000 personnes. La bestialité dont les troupes coloniales ont fait preuve ne pouvait qu'alimenter la haine de la population à l'égard des autorités coloniales.

En 1954, l'impérialisme français est contraint de capituler en Indochine. Il s'apprête à accorder l'indépendance à la Tunisie et au Maroc qui ont le statut de protectorat. Dans le même temps il renforce sa présence en Algérie pour bien faire comprendre qu'il n'est pas prêt à lâcher prise. Dans ces conditions les actions des dirigeants du FLN vont bénéficier d'un soutien populaire incontestable. Des milliers de personnes vont rejoindre les rangs des combattants.

En novembre 1954 François Mitterrand occupait les fonctions de ministre de l'intérieur dans le gouvernement de Mendès France. Dès le 5 novembre il déclarait : "L'Algérie c'est la France et la

France ne reconnaîtra pas chez elle d'autre autorité que la sienne". La répression policière et militaire se déclencha. Les interrogatoires et les tortures commençaient. Le MTLD fut officiellement dissout. Des centaines de militants tant en France qu'en Algérie furent arrêtés (2 000 à la fin de l'année 1954).



"Chefs historiques" du FLN lors de leur détention en France en 1961

La guerre d'Algérie va durer près de 8 ans. L'impérialisme français a bénéficié de l'appui ouvert ou voilé de toutes les forces politiques de la société française y compris du PCF. C'est pourquoi, lorsque des militaires du contingent "rappelés" après leur service pour faire la guerre manifestent en 1955/56, ils sont laissés à eux-mêmes sans soutien des partis politiques et des syndicats. Pendant ce temps en "métropole", les Algériens étaient victimes des "ratonnades" et des assassinats par la police française.

Malgré la sauvagerie de la répression en Algérie et son caractère massif l'armée française n'a pas pu contenir le FLN. Une des raisons de la venue de De Gaulle au pouvoir a été précisément d'imposer une solution politique sauvegardant l'essentiel des intérêts de l'impérialisme français. Il a mis 4 ans pour y parvenir.

En 1962, aux accords d'Evian l'indépendance de l'Algérie fut reconnue. Les pertes étaient lourdes : 1 million de morts côté algérien (près d'un dixième de la population) et l'émigration de la population européenne, les "pieds noirs" qui comptaient les éléments les plus qualifiés. Le pays était exsangue.

Au sortir de la guerre d'indépendance la population algérienne va avoir affaire non plus à la bourgeoisie française mais à une bourgeoisie algérienne tout aussi avide de profiter, tout aussi féroce et dictatoriale. Pour une autre issue il aurait fallu que les objectifs de la lutte ne soient pas seulement la libération nationale mais aussi l'émancipation sociale. Une telle politique si elle avait existé sur le terrain aurait pu rencontrer la solidarité des travailleurs de tous les pays du Maghreb et pourquoi pas de France. Cela aurait pu ouvrir d'autres perspectives que la mise en place d'un Etat indépendant au service de la bourgeoisie.

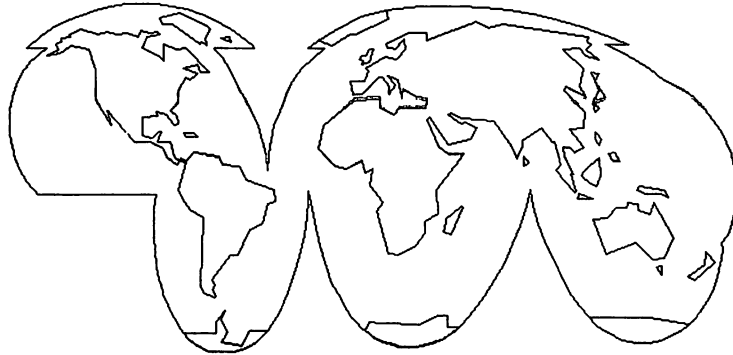
Malgré les immenses sacrifices concédés par les masses populaires durant la guerre d'indépendance, leur sort est aussi misérable aujourd'hui qu'à l'époque du colonialisme. Les régimes qui se sont succédé qu'ils soient civils ou militaires se sont révélés être d'infâmes dictatures incapables d'apporter ne serait-ce qu'un minimum de mieux être à la population. C'est sur ce terrain fertile que se développent les idées réactionnaires telles que celles de l'intégrisme islamique. Un des partis qui seréclament de ces idées a même réussi à être associé au pouvoir. Pendant ce temps une autre formation islamiste, le GIA (Groupe islamique armé) exerce le terrorisme à l'égard des femmes qu'il accuse de "mauvaises moeurs" du fait qu'elles mènent la lutte contre le code de la famille en vigueur depuis 1984 sous la pression des imams. Ce code relègue les femmes au rang d'êtres inférieurs devant se soumettre à la

tutelle juridique de leur père ou de leur mari qui ont tout pouvoir sur elles. Ce code permet aux hommes d'être polygames et de répudier les femmes selon leur bon vouloir. Les ismalistes veulent aussi instaurer la charia (loi islamique). S'ils réussissaient, ce serait un recul pour toute la société.

Tout cela n'empêche pas les bonnes relations entre la France et

l'Algérie. Les grandes sociétés industrielles et les banques françaises sont revenues en bonne place sur le terrain en collaboration avec les nouveaux riches algériens. Pour les travailleurs et les classes pauvres le régime a changé de visage mais la misère et l'exploitation ne font que continuer en s'aggravant d'année en année.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnies, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.